



Assemblée générale

Distr. générale
5 août 2024
Français
Original : anglais

Soixante-dix-neuvième session

Point 71 a) de l'ordre du jour provisoire*

Promotion et protection des droits humains :

Application des instruments relatifs aux droits humains

Fonds de contributions volontaires des Nations Unies pour la lutte contre les formes contemporaines d'esclavage

Rapport du Secrétaire général

Résumé

Soumis en application de la résolution [46/122](#) de l'Assemblée générale, le présent rapport donne un aperçu des activités du fonds de contributions volontaires des Nations Unies pour la lutte contre les formes contemporaines d'esclavage, notamment les recommandations adoptées par le Conseil d'administration du fonds à sa vingt-huitième session, tenue à Genève du 27 novembre au 1^{er} décembre 2023, concernant l'octroi de subventions à diverses organisations. Il fait également état d'autres recommandations adoptées par le Conseil et d'autres activités liées au fonds.

* [A/79/150](#).



I. Introduction

A. Présentation du rapport

1. Le présent rapport a été établi conformément aux dispositions approuvées par l'Assemblée générale dans sa résolution [46/122](#), qui porte création du fonds de contributions volontaires des Nations Unies pour la lutte contre les formes contemporaines d'esclavage. On y trouve les recommandations que le Conseil d'administration du fonds a adoptées à sa vingt-huitième session, tenue à Genève du 27 novembre au 1^{er} décembre 2023, et qui ont été approuvées par le Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme au nom du Secrétaire général le 8 février 2024.

B. Mandat du fonds

2. Conformément à la résolution [46/122](#), le fonds a pour but d'apporter une aide humanitaire, juridique et financière aux personnes dont les droits humains ont été gravement violés par des formes contemporaines d'esclavage. Il est alimenté par des contributions volontaires de gouvernements, d'organisations non gouvernementales, d'entités privées ou publiques et de particuliers.

C. Administration du fonds et Conseil d'administration

3. Le Secrétaire général gère le fonds par l'intermédiaire du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH), selon les avis d'un Conseil d'administration et conformément au Règlement financier et aux règles de gestion financière de l'Organisation des Nations Unies.

4. Le Conseil d'administration se compose de cinq personnes ayant l'expérience voulue dans le domaine des droits humains, en particulier des questions relatives aux formes contemporaines d'esclavage, qui siègent à titre personnel et sont nommées par le Secrétaire général compte dûment tenu du principe de répartition géographique équitable. Le 1^{er} août 2023, le Secrétaire général a prorogé les mandats de Suamhirs Piraino-Guzman (Président, Honduras), d'Hina Jilani (Pakistan) et d'Ecaterina Schilling (République de Moldova) pour un second et dernier mandat de trois ans. Le 1^{er} octobre, il a nommé Fatimata M'Baye (Mauritanie) et Susan Coppedge (États-Unis d'Amérique) au Conseil pour remplacer Danwood Mzikenge Chirwa (Malawi) et Georgina Vaz Cabral (France), dont les mandats ont pris fin le 30 septembre 2023.

II. Gestion des subventions

A. Critères de recevabilité

5. Conformément au mandat du fonds, tel qu'énoncé dans la résolution [46/122](#), les personnes qui bénéficient de l'assistance du fonds sont celles dont les droits humains ont été gravement violés par des formes contemporaines d'esclavage. Les critères de recevabilité des projets sont définis dans les lignes directrices du fonds à l'usage des organisations candidates et bénéficiaires de subventions¹. Les propositions de projet ont pour objet la fourniture d'une assistance aux victimes de formes contemporaines

¹ Disponibles à l'adresse suivante : <https://www.ohchr.org/fr/documents/legal-standards-and-guidelines/united-nations-voluntary-trust-fund-contemporary-forms>.

d'esclavage et, le cas échéant, aux membres de leur famille. Les formes contemporaines d'esclavage visées par les projets subventionnés par le fonds sont notamment l'esclavage traditionnel et l'esclavage par ascendance, le servage, la servitude, le travail forcé, la servitude pour dettes, les pires formes de travail des enfants, les mariages forcés et les mariages d'enfants, la vente d'épouses et la transmission de veuves en héritage, la traite des personnes et le trafic d'organes, l'esclavage sexuel, la vente d'enfants, l'exploitation sexuelle des enfants à des fins commerciales et l'utilisation d'enfants dans des conflits armés.

6. Des subventions sont accordées à des organisations de la société civile dont les projets visent à apporter une assistance directe aux personnes rescapées des formes contemporaines d'esclavage et à leur permettre de se réadapter, d'obtenir réparation, de reprendre le contrôle de leur vie et de s'intégrer dans la société. Cette assistance peut être d'ordre médical, psychologique, social, juridique, humanitaire ou éducatif, et peut notamment prendre la forme d'une formation technique ou spécialisée ou d'autres services propres à favoriser l'indépendance économique des personnes concernées. On trouvera sur le site Web du HCDH des précisions sur les différentes formes d'assistance fournies aux personnes rescapées dans le cadre des projets financés par le fonds ainsi que sur leur incidence sur les conditions de vie des bénéficiaires².

B. Contrôle et évaluation

7. Le secrétariat du fonds procède à une évaluation approfondie de toutes les demandes de subventions en faisant un examen sur dossier. Dans le cadre de cette procédure, les organisations qui soumettent des propositions de projet font normalement l'objet d'une visite sur le terrain. En application des critères adoptés par le Conseil d'administration à sa vingt-septième session, à titre de mesure de contrôle et dans la mesure du possible, tous les projets devraient faire l'objet d'une visite sur le terrain avant l'octroi d'une subvention et au moins une fois au cours des cinq années de financement consécutives autorisées par les lignes directrices.

8. Conformément à ce qui précède, en 2023, une membre du conseil d'administration, M^{me} Schilling, et des représentants du secrétariat et des présences sur le terrain du HCDH ont rendu visite à un total de 16 organisations ayant présenté un projet, dans 11 pays (Albanie, Belgique, Bosnie-Herzégovine, France, Guinée, Kenya, Liban, Mauritanie, Mexique, Népal et Ukraine).

III. Situation financière du fonds

9. En 2023, le fonds a reçu de neuf donateurs des contributions, des annonces de contribution et des dons publics pour un montant total de 1 229 947 dollars. Le tableau ci-dessous présente les contributions et les annonces de contribution reçues en 2023.

² Voir <https://www.ohchr.org/fr/about-us/funding-budget/trust-funds/united-nations-voluntary-trust-fund-contemporary-forms-slavery>.

Contributions et annonces de contribution reçues en 2023

(En dollars des États-Unis)

<i>Donateur</i>	<i>Montant</i>	<i>Date de réception</i>
Allemagne	107 411	11 octobre
	471 491	15 décembre
Andorre	10 672	27 novembre
Arabie saoudite	85 000	3 janvier
Australie	169 262	23 juin
	290 812	27 décembre
Espagne	10 964	6 octobre
France	37 115	31 décembre
Luxembourg	16 429	31 août
Portugal	10 787	27 décembre
Qatar	20 000	15 juin
Total	1 229 943^a	

^a Les montants ont été arrondis.

10. En 2023, pour la deuxième fois en 30 ans d'existence, le fonds a franchi le cap du million de dollars de recettes, qu'il avait initialement franchi en 2021 – en 2022, les contributions étaient retombées à leur niveau antérieur. Le Conseil d'administration est reconnaissant de toutes les contributions qu'il a reçues et se réjouit que le montant du financement ait à nouveau augmenté en 2023. Les recettes instables et le sous-financement restent néanmoins problématiques pour le fonds. Depuis 2002, celui-ci a reçu un total de 16,3 millions de dollars de contributions des États Membres, soit des recettes annuelles moyennes de 742 409 dollars. Dans le même temps, les demandes de financement dépassent largement les ressources à sa disposition : les demandes de subvention pour des projets recevables lui ayant été adressées en 2024 se chiffraient au total à 3 843 783 dollars, soit plus de cinq fois le montant des ressources dont il dispose actuellement.

11. Au 30 juin 2024, le fonds avait reçu des annonces de contribution à hauteur de 158 226 dollars de la part de trois États Membres (Luxembourg, Philippines et Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord) pour l'année.

IV. Vingt-huitième session du Conseil d'administration et activités intersessions

12. La vingt-huitième session du Conseil d'administration s'est tenue à Genève du 27 novembre au 1^{er} décembre 2023. Conformément à son programme de travail, le Conseil a examiné trois questions principales : a) les recommandations concernant l'octroi de subventions et les recommandations pratiques ; b) le dialogue avec les bénéficiaires ; c) la coordination et les partenariats stratégiques.

13. Le Conseil d'administration a révisé son mandat, son règlement intérieur et ses méthodes de travail. Les principales modifications visaient à renforcer son impartialité réelle et perçue en demandant aux membres de se récuser lors de l'examen de l'octroi de subventions à des projets menés dans leur pays de nationalité ou de résidence. L'objectif était également de favoriser la continuité en prolongeant le mandat à la Présidence d'un an à deux. Les modifications adoptées ont été

appliquées à partir de la vingt-huitième session et M. Piraino-Guzman a été reconduit dans ses fonctions de Président pour une année supplémentaire.

A. Recommandations concernant l'octroi de subventions et recommandations pratiques

Recommandations pratiques

14. Au cours de sa session, le Conseil d'administration s'est penché sur des questions d'orientation générale, apportant plusieurs modifications aux lignes directrices. L'une des modifications proposées était l'élimination de toute exception quant à la poursuite du financement accordé aux organisations au-delà de cinq années consécutives, afin de permettre à un plus grand nombre de nouvelles organisations demandeuses de bénéficier d'une subvention et d'assurer une certaine prévisibilité pour les demandes à l'examen. Le contrôle des subventions a été renforcé par l'institution d'une obligation de présentation d'un rapport semestriel s'appliquant à tous les bénéficiaires, et non plus seulement aux nouveaux bénéficiaires. Des clauses visant à lutter contre la mauvaise gestion, la fraude et le détournement de fonds ont été ajoutées pour atténuer les risques. En outre, les formalités administratives ont été clarifiées, simplifiées et harmonisées avec celles applicables au module d'attribution des subventions d'Umoja. Le Conseil d'administration a convenu qu'il faudrait procéder à la révision complète des lignes directrices précédemment recommandée en 2024.

Subventions annuelles pour 2024

15. Pendant la période annuelle d'appel à demandes de subventions, du 15 janvier au 1^{er} mars 2023, le secrétariat du fonds a reçu 146 demandes émanant d'organisations de la société civile pour des projets devant être exécutés entre le 1^{er} janvier et le 31 décembre 2024. Après une évaluation préalable attentive de ces demandes, il a déclaré recevables 113 d'entre elles, représentant une aide directe d'un montant de 3 112 995 dollars en faveur de personnes soumises à des formes contemporaines d'esclavage. Ces demandes ont ensuite été examinées par le Conseil d'administration à sa vingt-septième session.

16. Le Conseil s'est appuyé sur les critères adoptés à sa vingt-septième session pour décider quelles subventions octroyer, notamment le critère selon lequel il doit s'efforcer d'augmenter le montant moyen des subventions et de donner la priorité aux nouveaux demandeurs et aux organisations locales dont l'accès à des ressources supplémentaires est limité, afin de rendre son action plus efficace et de donner à de nouveaux partenaires la possibilité de compter sur son soutien.

17. Le Conseil d'administration avait recommandé de ne pas inclure de priorités thématiques ou géographiques précises dans l'appel annuel à demandes de subventions pour 2024, pour que le fonds reste ouvert et accessible à toutes les organisations demandeuses venant en aide à des victimes ou personnes rescapées de formes contemporaines d'esclavage. Le Conseil, le secrétariat du fonds et les présences sur le terrain du HCDH ont préféré mener des actions de sensibilisation auprès d'organisations travaillant avec des populations en situation de vulnérabilité, notamment les peuples autochtones, les minorités, les personnes en situation de déplacement, les personnes en situation de handicap, les personnes âgées, les sans-abri, notamment les enfants des rues, et les personnes touchées par les changements climatiques. Des séances d'information sur la procédure de demande de subvention ont été organisées pour les organisations de la société civile et pour le personnel du HCDH qui leur fournit une assistance technique.

18. À sa vingt-huitième session, le Conseil a examiné les propositions de projets recevables dont le secrétariat avait recommandé le financement à la suite d'évaluations approfondies. Dans le cadre de la procédure d'octroi de subventions, les besoins et les mérites de chaque demande ont été évalués par rapport aux recettes disponibles. Sur la base de cette procédure de sélection sélective, le Conseil a recommandé l'approbation de 45 subventions annuelles pour 2024, pour un montant de 1 096 100 dollars. Il a placé sur une liste de réserve huit subventions supplémentaires, équivalent à un montant de 105 000 dollars, au cas où des ressources additionnelles seraient devenues disponibles avant la fin de l'année 2023. Comme cela n'a pas été le cas, aucun appui financier n'a pu être octroyé à des projets dignes de financement, et l'accès de leurs bénéficiaires potentiels à des services essentiels s'en trouve limité. Le Haut-Commissaire, agissant au nom du Secrétaire général, a approuvé les recommandations le 8 février 2024.

19. Grâce aux 45 subventions susmentionnées, en 2024, le fonds aidera plus de 10 800 personnes soumises à des formes contemporaines d'esclavage, dans 34 pays, à se réintégrer dans la société et à être autonomes. Par exemple, au Cameroun, une subvention de 15 000 dollars accordée au Centre for Human Rights and Peace Advocacy permet à 60 victimes de la traite des personnes et de formes contemporaines d'esclavage, en particulier des enfants précédemment impliqués dans des groupes armés ou victimes de l'exploitation sexuelle, de bénéficier d'une aide globale. L'organisation gère également un service de réunification familiale pour les enfants et promeut l'éducation comme forme d'autonomisation. Au Guatemala, le Consejo Nacional de Desplazados de Guatemala vient en aide à 740 personnes autochtones soumises au travail forcé dans l'industrie de l'huile de palme grâce à une subvention de 25 000 dollars. En 2023, cette organisation a contribué à la création d'un syndicat, une étape importante pour la sauvegarde des droits humains des travailleurs. Au Royaume des Pays-Bas, grâce à une subvention de 18 000 dollars accordée à FairWork, quelque 150 victimes de la traite des personnes à des fins de travail forcé reçoivent une aide juridictionnelle, l'appui des services sociaux et une formation concernant leurs droits, une assistance qui a un effet multiplicateur, nombre des bénéficiaires aidant à leur tour d'autres personnes dans la même situation. Aux Philippines, 30 victimes de l'exploitation sexuelle, parmi lesquelles des filles, bénéficient d'un abri et d'une aide médicale, juridique et psychosociale grâce à une subvention de 30 000 dollars accordée à la People's Recovery, Empowerment and Development Assistance Foundation. En Serbie, une soixantaine de victimes de la traite des personnes et de mariages précoces ou forcés ont accès à une assistance juridique, psychologique et médicale grâce à une subvention de 20 000 dollars accordée à Anti-Trafficking Action, une organisation qui gère également une ligne téléphonique d'urgence servant de mécanisme de prise en charge et de prévention.

20. Les figures I et II montrent les 45 subventions approuvées pour 2024 par région et par type de forme contemporaine d'esclavage.

Figure I
Subventions octroyées pour 2024, par région

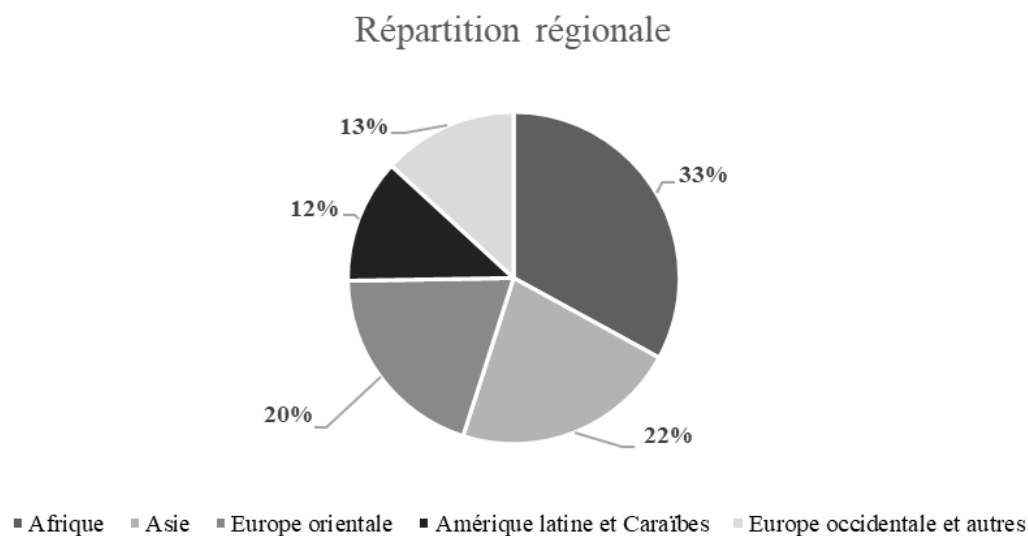
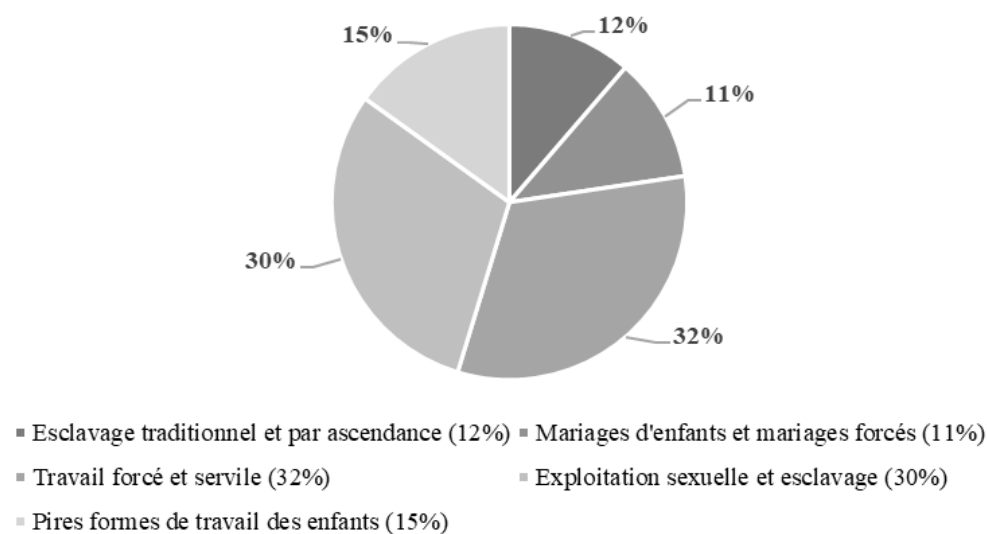


Figure II
Subventions octroyées pour 2024, par forme contemporaine d'esclavage



Appel spécial pour la région du Sahel

21. À sa vingt-huitième session, le Conseil d'administration et ses partenaires ont fait le point ensemble sur les résultats de l'appel spécial pour la région du Sahel. Cet appel a été lancé en 2022 en partenariat avec l'Organisation internationale du Travail (OIT) et les présences sur le terrain du HCDH dans la région pour répondre aux besoins des personnes rescapées de l'esclavage traditionnel et de l'esclavage par ascendance. À ce titre, en 2023, le fonds a accordé neuf subventions destinées à aider plus de 5 000 personnes rescapées de ces violations des droits humains souvent négligées au Mali, en Mauritanie, au Niger et au Tchad. Une société de consultance nationale a fourni une assistance technique pour renforcer les capacités

institutionnelles et la viabilité des organisations demandeuses, dont la plupart sont des associations communautaires dirigées par des personnes rescapées.

22. Dans le cadre de l'évaluation de l'initiative, le Conseil d'administration et l'OIT se sont félicités du partenariat opérationnel, qui a donné des résultats concrets, et l'ont qualifié de modèle de bonne pratique. Par exemple, au Niger, plus de 1 000 enfants nés de parents esclaves ont obtenu un acte de naissance, ce qui leur a permis d'accéder à l'éducation, aux soins de santé et à d'autres droits fondamentaux et de rompre le cycle de l'esclavage pour eux-mêmes et pour les générations futures. Autre exemple : en Mauritanie, 16 personnes nées de parents esclaves mènent aujourd'hui des activités génératrices de produits grâce au financement dont bénéficient une boucherie, deux ateliers de confection et un atelier de transformation de farine, ainsi qu'à l'achat de semences de légumes et de matériel horticole. Ces initiatives profitent également à leur famille et à leur communauté. Lors de leurs échanges avec le Conseil d'administration, le personnel du HCDH en Mauritanie et le consultant national qui appuie l'exécution des projets ont souligné l'importance de la flexibilité et de la détermination, qui permettent aux petites organisations, lesquelles travaillent souvent dans des endroits éloignés avec un accès limité à Internet et à d'autres ressources, de surmonter les difficultés administratives et opérationnelles. Ils ont insisté sur le fait que cette approche ne se limitait pas au soutien apporté aux bénéficiaires directs des projets, mais visait également à renforcer le tissu de la société civile pour prévenir et combattre l'esclavage.

23. Les neuf organisations financées au titre de l'appel spécial de 2023 ont présenté des demandes de subvention pour 2024 dans le cadre de l'appel à demandes ordinaire. Les demandes ont été évaluées selon le processus sélectif, en même temps que toutes les autres demandes concernant des projets devant être menés dans le monde entier. Sur les 45 subventions que le Conseil d'administration a recommandé d'octroyer (voir par. 15 à 20), six étaient destinées à des organisations qui aident des personnes rescapées de l'esclavage traditionnel et de l'esclavage par ascendance en Mauritanie et au Niger, un choix qui témoigne du rôle que joue le fonds s'agissant de fournir aux initiatives locales un financement d'amorçage leur permettant de se développer et de rester en activité.

Subventions annuelles pour 2025

24. Au cours de la session, le Conseil d'administration a examiné les solutions qui permettraient de combler les lacunes en matière d'appui aux personnes rescapées de certains types d'esclavage, et a recommandé l'organisation de campagnes de sensibilisation dans chaque région géographique pour encourager les organisations travaillant dans ces domaines à présenter une demande de subvention en 2025. En Afrique, les administrateurs sont convenus de continuer à donner la priorité à l'appui aux victimes de l'esclavage par ascendance (voir par. 21 à 23). Dans la région de l'Asie et du Pacifique, le Conseil a indiqué qu'il fallait lutter contre le mariage et le travail des enfants, l'esclavage sexuel et la traite des personnes à des fins d'exploitation sexuelle, ainsi que la servitude pour dettes et le travail forcé. Dans la région de l'Europe orientale, le Conseil a de nouveau recommandé de continuer à soutenir les organisations roms qui viennent en aide aux filles soumises à des mariages d'enfants (voir par. 30). Dans la région de l'Amérique latine et des Caraïbes, les administrateurs ont recommandé d'approcher les organisations qui soutiennent les personnes en situation de déplacement soumises au travail forcé, à l'exploitation sexuelle et au travail des enfants. Dans les États d'Europe occidentale et autres États, le Conseil a signalé que les travailleurs agricoles migrants soumis à une exploitation par le travail assimilable à des formes contemporaines d'esclavage avaient besoin d'une assistance accrue.

25. Pendant la période annuelle d'appel à demandes de subventions, du 15 janvier au 1^{er} mars 2024, le secrétariat du fonds a reçu 118 demandes émanant d'organisations de la société civile pour des projets devant être exécutés entre le 1^{er} janvier et le 31 décembre 2025. Il a évalué leur recevabilité en mars et avril 2024. Au total, 95 propositions de projets ont été jugées recevables, représentant un montant total de 2 616 831 dollars destinés à fournir une aide directe aux victimes et aux personnes rescapées de formes contemporaines d'esclavage. Le Conseil devrait formuler des recommandations annuelles concernant l'octroi de subventions à ces projets à sa vingt-neuvième session, qui doit se tenir du 25 au 29 novembre 2024 à Genève.

Module d'attribution des subventions d'Umoja

26. Le Conseil d'administration s'est inquiété des retards pris dans le décaissement des subventions pour 2023 liés aux adaptations continues liées à la transition vers le module d'attribution des subventions d'Umoja, vers lequel toutes les entités du Secrétariat des Nations Unies étaient tenues de migrer. Il a également pris note des répercussions de la nouvelle procédure sur la charge de travail des bénéficiaires et du secrétariat du fonds. Grâce aux mesures d'atténuation des effets prises par le HCDH, les subventions pour 2024 ont été versées en temps voulu et la charge de travail liée aux demandes et à la communication a été réduite.

B. Dialogue avec les bénéficiaires

27. À sa vingt-huitième session, le Conseil d'administration a organisé un dialogue en ligne sur le rôle de la technologie dans la facilitation et la prévention des formes contemporaines d'esclavage avec des représentants de certains bénéficiaires : Australian Catholic Religious Against Trafficking in Humans (Australie), Beautiful Dream Society (Lesotho), Novi Put (Bosnie-Herzégovine) et People's Recovery, Empowerment and Development Assistance Foundation (Philippines). Ce dialogue s'est tenu dans le prolongement du rapport thématique présenté par le Rapporteur spécial sur les formes contemporaines d'esclavage, y compris leurs causes et leurs conséquences, concernant l'utilisation de la technologie dans la facilitation et la prévention des formes contemporaines d'esclavage ([A/78/161](#)).

28. Les bénéficiaires sont convenus que, dans tous les contextes, la technologie, et en particulier les médias sociaux, était utilisée à mauvais escient pour attirer des personnes dans des situations d'exploitation s'apparentant souvent à des formes contemporaines d'esclavage. Il a été constaté que les enfants étaient particulièrement exposés à ce risque, le chômage étant également un élément qui exacerbe la vulnérabilité. Les représentants ont échangé des exemples de bonnes pratiques, montrant comment les médias sociaux pouvaient être utilisés comme un outil de prévention, notamment à des fins de sensibilisation aux risques de traite et de formes contemporaines d'esclavage, ainsi que comme mécanisme d'alerte permettant aux victimes de demander de l'aide. Ils ont également abordé les limites et le potentiel de la technologie s'agissant de poursuivre les auteurs d'actes répréhensibles, en particulier d'exploitation sexuelle d'enfants en ligne. Ils ont noté que la police poursuivait rarement les enquêtes dans certains contextes, faute de capacité technique et en raison des difficultés rencontrées pour localiser les auteurs présumés. Ils ont également demandé la responsabilité pénale des plateformes de médias sociaux. Les bénéficiaires ont insisté sur la nécessité de prendre des mesures pour protéger les victimes, notamment en raccourcissant les délais de traitement en vue d'atténuer la réactivation du traumatisme et en leur versant des indemnités pour leur permettre de reconstruire leur vie.

29. Le Conseil d'administration a organisé une réunion distincte avec une personne représentant l'organisation EverFree, qui a présenté un outil d'évaluation numérique destiné aux victimes de la traite des personnes mis au point par cette organisation, connu sous le nom de Freedom Lifemap model. EverFree a proposé de faciliter l'accès gratuit à ce nouvel instrument pour les bénéficiaires du fonds.

C. Coordination et partenariats stratégiques

30. Le Conseil d'administration a continué de s'employer à travailler en plus étroite coordination avec les acteurs œuvrant en faveur des victimes de formes contemporaines d'esclavage, en particulier les mécanismes des Nations Unies relatifs aux droits humains, afin d'évaluer la complémentarité des activités et d'examiner les priorités s'agissant de combattre et de prévenir les formes contemporaines d'esclavage et d'obtenir réparation pour les personnes y ayant été soumises. Il a également étudié des moyens de donner plus de visibilité au sort des personnes soumises à des formes contemporaines d'esclavage et aux effets de l'action du fonds sur leur rétablissement. La production par Votary Films d'un documentaire retraçant le parcours de M. Piraino-Guzman, de rescapé de la traite des personnes à Président du Conseil d'administration du fonds, pourrait en être un. Aux fins du documentaire, une équipe de tournage a filmé le Président dans l'exercice de ses fonctions pendant la session et enregistré un dialogue entre M. Piraino-Guzman et le Haut-Commissaire aux droits de l'homme, ainsi que des entretiens qu'il a eus avec d'autres membres du Conseil et des membres du secrétariat.

31. Le Conseil d'administration a rencontré le personnel de la Section des peuples autochtones et des minorités du HCDH pour réfléchir à une stratégie commune de sensibilisation visant à aider les filles victimes de mariages d'enfants, en particulier par l'intermédiaire d'organisations roms dans la région de l'Europe orientale. Il s'est engagé à continuer de soutenir les organisations qui s'occupaient de cette question, en particulier celles dirigées par des femmes roms. Sur les 45 subventions qu'il a été recommandé d'octroyer pour 2024 (voir par. 15 à 20), deux étaient destinées à de nouvelles organisations demandeuses travaillant dans ce domaine, au Monténégro et en Serbie. Le fonds s'est également attaqué à la question des mariages d'enfants, des mariages précoces et des mariages forcés dans d'autres contextes en diffusant l'appel à contributions écrites au rapport du Secrétaire général sur les progrès accomplis dans le monde en matière d'élimination de ces pratiques ([A/71/253](#)).

Procédures spéciales du Conseil des droits de l'homme

32. Pendant la session, le Conseil d'administration a engagé un débat conceptuel sur les formes contemporaines d'esclavage, notamment leurs liens avec la traite des personnes, avec le personnel du HCDH soutenant les titulaires de mandat au titre d'une procédure spéciale du Conseil des droits de l'homme concernés. Il a conclu que l'une des causes de la prise de conscience limitée du problème était l'absence d'interprétation commune de ce que l'on entend par « formes contemporaines d'esclavage », certains États restant dans le déni quant à l'existence de cette pratique sur leur territoire, et que cela compliquait les efforts visant à donner plus de visibilité au fonds et à accroître le soutien en sa faveur.

33. Tout au long de l'année, le Conseil a également communiqué directement avec des titulaires de mandat au titre d'une procédure spéciale afin de nouer des partenariats, notamment pendant sa session. Le 9 mars 2023, le Président a tenu une réunion virtuelle avec la Rapporteuse spéciale sur la vente d'enfants, l'exploitation sexuelle d'enfants et les abus sexuels sur enfants, Mama Fatima Singhateh. Ils se sont demandé comment le fonds pourrait aider davantage les enfants rescapés de formes

contemporaines d'esclavage et sont convenus de poursuivre leur collaboration, notamment pour augmenter le soutien financier en faveur du fonds. Ils ont également suggéré d'utiliser les demandes reçues par le fonds et les rapports thématiques présentés par les Rapporteurs spéciaux pour repérer les tendances pertinentes en matière de violations, entre autres mesures.

34. Le douzième Forum sur les entreprises et les droits de l'homme s'est tenu à Genève du 27 au 29 novembre 2023, la même semaine que la session du Conseil d'administration. L'une des membres du Conseil, M^{me} Jilani, a participé à un débat organisé par l'OIT sur le thème « Éradiquer le travail forcé et la traite des personnes – Nécessité d'une action accélérée en matière de prévention », rappelant aux participants qu'il fallait soutenir les personnes rescapées et appuyer le rôle joué par le fonds. Le Conseil a ensuite rencontré le Président du Groupe de travail sur la question des droits de l'homme et des sociétés transnationales et autres entreprises (l'organisateur du Forum), Damilola Olawuyi, pour étudier la possibilité de faire intervenir les bénéficiaires du fonds lors d'un débat au treizième Forum, en 2024.

35. Le Conseil d'administration a également tenu son dialogue annuel virtuel avec le Rapporteur spécial sur les formes contemporaines d'esclavage, y compris leurs causes et leurs conséquences, Tomoya Obokata, le remerciant une nouvelle fois de l'aide qu'il apportait au fonds s'agissant d'en augmenter la visibilité et d'en accroître les ressources. Ils ont discuté du principe de non-sanction des personnes rescapées de formes contemporaines d'esclavage et des vulnérabilités des personnes pendant et après la détention, abordant notamment le travail pénitentiaire. Ils ont en outre examiné les rapports thématiques présentés par le Rapporteur spécial au sujet de la condition de sans-abri et de l'utilisation de la technologie, pour lesquels le secrétariat du fonds avait diffusé des appels à contributions, et discuté des missions que le Rapporteur a menées au Canada et en Côte d'Ivoire, en préparation desquelles le fonds l'avait aidé à entrer en contact avec des bénéficiaires.

36. Les administrateurs ont également tenu une première réunion virtuelle avec le Rapporteur spécial sur les droits humains des migrants, Gehad Madi, en vue d'une collaboration. En particulier, le fonds a proposé de communiquer les appels à contributions pour les rapports thématiques du Rapporteur aux bénéficiaires et d'aider le Rapporteur à contacter ces derniers avant ses missions, et le titulaire de mandat a proposé en retour de plaider la cause du fonds dans toute la mesure du possible. Le fonds s'est également attaqué à la question de la vulnérabilité des personnes en situation de déplacement face aux formes contemporaines d'esclavage en encourageant les bénéficiaires à soumettre des contributions portant sur ce point au rapport thématique sur les réfugiés, les apatrides et les personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays présenté par la Rapporteuse spéciale sur la traite des êtres humains, en particulier les femmes et les enfants, Siobhán Mullally (A/HRC/53/28).

Organes conventionnels

37. Le fonds a également encouragé ses bénéficiaires à entrer en contact avec les organes conventionnels des Nations Unies compétents. Par exemple, une organisation bénéficiaire brésilienne³ a soumis une contribution au Comité des droits de l'homme pour l'examen du troisième rapport périodique du Brésil, prévu à la 138^e session du Comité. Dans ses observations finales, le Comité a recommandé à l'État partie de « redoubler d'efforts pour lutter contre le travail forcé et la traite des personnes » et d'« assurer aux victimes protection, réparation et assistance, y compris à des fins de réintégration » (CCPR/C/BRA/CO/3, par. 44). Une organisation bénéficiaire située à

³ Centro de Defesa da Vida e dos Direitos Humanos Carmen Bascarán.

Chypre⁴ a soumis une contribution pour l'examen par le Comité du cinquième rapport périodique de son pays. Dans ses observations finales, le Comité a encouragé l'État partie à « renforcer encore les efforts qu'il déplo[yait] pour prévenir, combattre, éliminer et réprimer la traite des personnes et pour protéger adéquatement les victimes » (CCPR/C/CYP/CO/5, par. 26).

38. Deux organisations soutenues par le fonds au Sénégal⁵ ont soumis des contributions au Comité des droits de l'enfant pour son examen du rapport valant sixième et septième rapports périodiques du Sénégal, prévu à la quatre-vingt-quinzième session. Dans ses observations finales, le Comité a demandé à l'État partie d'adopter des mesures pour lutter contre l'exploitation sexuelle et économique des enfants, notamment le travail forcé et la maltraitance dans le contexte des écoles coraniques, du secteur du tourisme et de l'industrie extractive, et à la maison. Il a souligné la vulnérabilité des enfants réfugiés et des talibés, recommandant que des services d'orientation, de protection et d'aide soient fournis à tous les enfants soumis à ces violations des droits humains (voir CRC/C/SEN/CO/6-7).

Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies

39. Pendant la session, les administrateurs ont tenu une réunion virtuelle avec le secrétariat du fonds d'affectation spéciale des Nations Unies à l'appui de la lutte contre la violence à l'égard des femmes, pour en apprendre davantage sur le mandat de ce fonds, sa stratégie et son champ d'action. Ils ont rappelé que les femmes étaient plus vulnérables à certaines formes contemporaines d'esclavage, telles que le mariage forcé et le mariage précoce ou encore la traite à des fins d'exploitation sexuelle, et fait remarquer que tous les projets recevant un appui du fonds aidaient des femmes et des filles et que les bénéficiaires de quatre d'entre eux étaient exclusivement des femmes et des filles. Ils sont convenus de rester en contact au niveau opérationnel pour échanger des informations sur les bénéficiaires, les tendances et les possibilités de collecte de fonds, entre autres choses.

Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme

40. Le 26 avril 2023, lors d'une réunion avec le Conseil d'administration, le Haut-Commissaire a indiqué qu'il avait pu constater les effets produits par les activités du fonds en Équateur en janvier 2023, lorsqu'il avait visité l'institution d'accueil pour jeunes femmes soumises à la traite à des fins d'exploitation et d'atteintes sexuelles gérée par l'organisation Alas de Colibrí. Avec l'appui du fonds, en 2023, cette organisation a fourni à plus de 35 adolescentes un abri ainsi qu'une aide médicale, psychologique, sociale, juridique et humanitaire pour les aider à se relever. Le Haut-Commissaire a insisté sur l'utilité du fonds en matière d'assistance aux groupes en situation de vulnérabilité et souligné qu'il importait de soutenir les organisations communautaires.

D. Journée internationale pour l'abolition de l'esclavage

41. Le 2 décembre, Journée internationale pour l'abolition de l'esclavage, le Haut-Commissaire a publié une déclaration dans laquelle il a rappelé que l'on estimait encore aujourd'hui à 50 millions le nombre de victimes de l'esclavage, dont un quart d'enfants, et demandé aux dirigeants politiques et aux chefs d'entreprise de prendre des mesures concrètes pour faire respecter les droits humains⁶. Pour commémorer

⁴ Koinonia Karitas Kyprou.

⁵ Amnesty International Sénégal et Maison de la Gare.

⁶ Voir www.ohchr.org/en/statements-and-speeches/2023/12/abolish-slavery-now.

cette journée, le fonds a publié des contenus sur les médias sociaux afin de remercier ses donateurs et de leur rendre hommage, contenus que certains d'entre eux ont repartagés avec leur propre audience. L'ONU a publié d'autres communications sur son compte principal sur les médias sociaux, tout comme l'a fait le HCDH dans le contexte du soixante-quinzième anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme (voir par. 44 à 47).

42. Le Rapporteur spécial sur les formes contemporaines d'esclavage, y compris leurs causes et leurs conséquences, a participé à une déclaration commune commémorant le 2 décembre portant sur la mise en place d'une économie centrée sur les droits humains comme moyen de lutte contre l'esclavage. Le Conseil d'administration et de nombreux titulaires de mandat au titre des procédures spéciales, notamment la Rapporteuse spéciale sur la traite des êtres humains, en particulier les femmes et les enfants, et la Rapporteuse spéciale sur la vente d'enfants, l'exploitation sexuelle d'enfants et les abus sexuels sur enfants, se sont associés à cette déclaration⁷.

43. Dans la déclaration susmentionnée, les experts se sont dits préoccupés par l'augmentation alarmante du nombre de victimes de la traite des personnes et de formes contemporaines d'esclavage. Ils ont mis l'accent sur la nécessité d'œuvrer à la mise en place d'une économie centrée sur les droits humains qui place les personnes et la planète au cœur des politiques économiques, des décisions d'investissement, des choix des consommateurs et des modèles d'activité afin d'améliorer l'exercice des droits humains pour tout le monde à long terme, laquelle nécessite la participation active du secteur privé, en particulier des grandes entreprises transnationales du secteur des technologies.

44. Afin de prévenir l'exploitation, qui peut s'apparenter à des formes contemporaines d'esclavage, des experts ont instamment invité les États et les entreprises à prendre des mesures concrètes pour garantir les droits d'association et de négociation collective des travailleurs, des conditions de travail sûres et dignes, des filets de protection sociale étendus, des inspections du travail renforcées, une gouvernance des migrations fondée sur les droits, un accès plus facile à la protection et un meilleur accès à des soins et services de santé adéquats. Ils ont également exhorté les États à augmenter leurs contributions au fonds.

V. Soixante-quinzième anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme

45. L'année 2023 a marqué le soixante-quinzième anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme. Ce fut l'occasion de réaffirmer l'engagement mondial collectif consacré à l'article 4 de la Déclaration, qui dispose que nul ne sera tenu en esclavage ni en servitude et que l'esclavage et la traite des esclaves sont interdits sous toutes leurs formes. À l'approche du 10 décembre, qui marque la Journée des droits de l'homme, le HCDH a organisé diverses manifestations commémoratives autour de l'interdiction de l'esclavage et des activités du fonds, dont un compte à rebours de 75 jours⁸.

46. Le cinquante-quatrième jour du compte à rebours, une vidéo présentant le travail du Centro de Defesa da Vida e dos Direitos Humanos Carmen Bascarán, qui défend les personnes rescapées du travail des enfants, de la servitude et de la servitude pour dettes au Brésil avec le soutien du fonds, a été diffusée. La défenseuse des droits

⁷ Voir www.ohchr.org/en/statements/2023/12/un-experts-urge-shift-towards-human-rights-economy-prevent-contemporary-forms.

⁸ Voir www.ohchr.org/en/human-rights-75/human-rights-75-countdown.

humains Mariana de la Fuente a expliqué que plus de 750 personnes rescapées de la traite des personnes et du travail forcé avaient été libérées en 25 ans grâce au travail de l'organisation⁹. Le vingt-sixième jour du compte à rebours, une membre du Conseil d'administration, M^{me} Jilani, a participé à un podcast¹⁰ sur l'accès à la justice, dans lequel elle a raconté son engagement de toute une vie en faveur de la défense des droits humains.

47. Le huitième jour, le travail accompli par le fonds dans le monde entier au cours des trois dernières décennies a été présenté dans une vidéo¹¹ rendant hommage à l'appui décisif et nécessaire à leur rétablissement que le fonds a apporté à des milliers de personnes dont les droits humains avaient été gravement violés par des formes contemporaines d'esclavage, dans 105 pays et dans le cadre de 800 projets. En outre, un entretien avec le Président du Conseil d'administration a été publié sur le site Web du HCDH la veille de la Journée internationale pour l'abolition de l'esclavage¹². Dans ce reportage, M. Piraino-Guzman raconte son histoire en tant que rescapé de l'exploitation sexuelle et de la traite des enfants et permet aux victimes de se faire entendre, notamment de donner des pistes pour trouver le chemin de la guérison.

48. Pendant la session d'annonces de contributions de la manifestation de haut niveau organisée au titre de l'initiative Droits humains 75, 12 États Membres et partenaires internationaux ont annoncé qu'ils verseraient des contributions pour lutter contre les formes contemporaines d'esclavage et la traite des personnes, contribuant ainsi à orienter les futures mesures prises pour soutenir les personnes rescapées de ces graves violations des droits humains.

VI. Procédure à suivre pour verser une contribution au fonds

49. Les gouvernements, les organisations non gouvernementales et d'autres entités publiques ou privées sont invités à contribuer au fonds. Les donateurs sont priés de faire figurer sur l'ordre de paiement la mention suivante : « for the slavery fund, account SH ». Pour obtenir de plus amples renseignements sur la manière de procéder et sur le fonds, ils peuvent s'adresser au secrétariat du fonds à l'adresse suivante :

Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme
Organisation des Nations Unies
CH 1211 Genève 10
Suisse
Adresse électronique : ohchr-slaveryfund@un.org
www.ohchr.org/slaveryfund

VII. Conclusions et recommandations

50. **Le fonds continue de jouer un rôle indispensable s'agissant de permettre aux personnes soumises à des formes contemporaines d'esclavage d'accéder à des services essentiels en soutenant les organisations de la société civile et d'autres prestataires de services. Depuis sa création il y a plus de 30 ans, il a octroyé plus de 128 millions de dollars sous la forme de plus de 935 subventions dans 112 pays, aidant ainsi des dizaines de milliers de victimes et de personnes**

⁹ Voir www.ohchr.org/en/video/2023/combating-modern-slavery-requires-new-human-rights-defenders.

¹⁰ Voir <https://universaldeclarationhumanrights75.podbean.com/e/access-to-justice>.

¹¹ Voir www.youtube.com/watch?v=vW19yy77eds.

¹² Voir <https://www.ohchr.org/fr/stories/2023/12/trafficking-survivor-wants-make-human-rights-mainstream>.

rescapées à retrouver leur vie et leur dignité. Pour la seule année 2024, il a accordé 45 subventions à des organisations de la société civile qui fournissent des services médicaux, psychologiques, sociaux et juridiques directs dans 35 pays à travers le monde à plus de 10 800 victimes et personnes rescapées de formes contemporaines d'esclavage, telles que les pires formes de travail des enfants, le travail servile ou forcé, l'exploitation sexuelle, les mariages d'enfants et les mariages précoces ou forcés.

51. En 2023, le fonds a reçu de 10 donateurs des contributions, des annonces de contribution et des dons publics pour un montant total de 1,3 million de dollars. Il devrait élargir sa base de donateurs pour recevoir un minimum de 3 millions de dollars par an pour répondre de manière adéquate à la demande élevée d'assistance de la part du fonds provenant d'acteurs de la société civile dans le monde entier. Les demandes reçues ne représentent qu'une petite fraction des besoins réels des personnes qui veulent être libérées de l'esclavage et avoir accès à des services pour se reconstruire. Le Secrétaire général exhorte tous les pays et toutes les autres parties prenantes à redoubler d'efforts pour venir en aide aux victimes et aux personnes rescapées en contribuant au fonds de contributions volontaires des Nations Unies pour la lutte contre les formes contemporaines d'esclavage.
